

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 17 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

Absents : KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-135

10 juin 2025

OBJET : Modification des conditions de maintien de l'IFSE en cas de congé de maladie ordinaire

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

20 JUIN 2025

20 JUIN 2025

Vu le Code général de la fonction publique article L.822-3 ;
Vu le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie ;
Vu la délibération du 27/12/2017 portant sur la mise en place du RIFSEEP ;
Vu la délibération n°41 du 10/04/2018 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour le Cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine ;
Vu la délibération n°53 du 17/03/2022 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emploi des ingénieurs et la revalorisation des plafonds le cadre d'emploi des techniciens territoriaux ;
Vu la délibération n°20 du 14/11/2024 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour la filière Police Municipale ;
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 29/04/2025,

Considérant que la récente réforme relative à la rémunération des agents publics placés en congé de maladie ordinaire (CMO) contraint la collectivité à modifier les délibérations prises sur la mise en place du RIFSEEP et notamment l'article relatif aux **modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. en cas de :**

- Congé de maladie ordinaire
- Congé de longue maladie
- Congé de longue durée,

Considérant que la règle appliquée était la suivante : « une retenue est opérée par application de la règle du 1/30^{ème} par jour d'absence après un délai de carence de 45 jours sur l'année de référence (exercice budgétaire) »,

Il est proposé à l'assemblée délibérante, en application du principe de parité avec la fonction publique d'Etat, de valider le maintien de la part IFSE du RIFSEEP dans les mêmes proportions que le traitement, pour toutes les filières et cadres d'emploi, pour les agents stagiaires, titulaires ou contractuels.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Valide** la modification de l'article relatif aux modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE selon les conditions énoncées ci-dessous et ce pour toutes les délibérations relatives au RIFSEEP,
- **Valide** l'entrée en vigueur de cette disposition à compter du 1^{er} mars 2025,
- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à toutes les formalités administratives liées à cette modification.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p>	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
-----------------------------------	---

